

[Texte]

• 1140

**Mr. Paul Sonnichsen (Coordinator, Urban Safety and Crime Prevention, Federation of Canadian Municipalities):** I think the Canadian Centre for Justice statistics are one example. The statistics are wrapped into a national picture, but they do not give a good comparison from one municipality to another.

We're getting to the point at which the technology and the information are available and the ability to do that is a tool the local municipalities can use to compare how they're progressing. It's one example.

The victimization survey that was done in Canada compared seven cities. It is the only barometer that we have that really tells us the true condition of crime in Canada. It showed the unreported crime, the dark side of crime. No other victimization comparing cities has been done since that time.

It was a very expensive survey, by why can't that survey be developed and refined further so that parts of that survey can be implemented at the local level to assess the condition of crime in that community, not just by using the police statistics but by knowing accurately the barometer? That's just one example, statistically.

I think there are roles in the evaluation and sharing of information and in education. There are examples federally. Leadership was taken at the national level with smoking, for example, and with impaired driving, where legislation, education and local intervention were combined very effectively. I don't think we need to look very far for the availability of those examples.

**Mr. Rideout:** Professor Waller has suggested that we may need a minister of crime prevention on a federal basis. I gather you see that as coordinated and organized. Politically, it's never too popular to suggest another minister, except to us federal politicians who are aiming at another post, but would you have any thought toward a coordinated department that would deal with crime prevention and with all of the other jurisdictional problems that would flow from that in trying to implement a federal program?

**Ms Delisle:** Yes.

**Mr. Sonnichsen:** There's no question. The report that came from the City of Edmonton, for example, came up with 150 recommendations. One of the key recommendations was in terms of coordination and the worst coordinated were government programs.

At the local level, at the provincial level, and at the federal level there is a distinct lack of coordination. In particular, the funding for the FCM program is from six different federal departments. It took over a year and a half to negotiate that funding because many of the departments, federally, do not see themselves as having a responsibility for prevention.

[Traduction]

**M. Paul Sonnichsen (coordonnateur, Sécurité et prévention de la criminalité en milieu urbain, Fédération canadienne des municipalités):** Je crois que le Centre canadien de la statistique juridique est un bon exemple. Les statistiques donnent une idée de la situation nationale, mais elles ne permettent pas de comparaison d'une municipalité à l'autre.

Nous sommes parvenus au point où la technologie et l'information sont disponibles et il y a là un instrument que les municipalités peuvent utiliser pour mesurer leurs progrès. C'est un exemple.

L'enquête sur la victimisation qui a été faite au Canada comparait sept villes. C'est le seul baromètre dont nous disposons pour mesurer l'état réel de la criminalité au Canada. L'enquête faisait état des crimes qui ne sont pas signalés, soit la face cachée du crime. Aucune autre enquête sur la victimisation comparant les villes n'a été faite depuis ce temps.

C'est une enquête qui a coûté très cher, mais pourquoi n'a-t-on pas précisé l'objet de cette enquête de telle manière à mesurer l'état de la criminalité au niveau local, plutôt que de se contenter des statistiques policières? Ce n'est qu'un exemple, sur le plan statistique.

Je crois qu'il y a des rôles à jouer dans l'évaluation et le partage des renseignements et en matière d'éducation. Il y a des exemples au niveau fédéral. Pour l'usage du tabac, par exemple l'initiative a été prise au niveau national, et ce fut la même chose pour la conduite avec facultés affaiblies, ou les lois, les mesures d'éducation et les interventions locales se sont conjuguées pour produire d'excellents effets. Il n'est pas besoin de chercher bien loin pour trouver des exemples de ce genre.

**M. Rideout:** Le professeur Waller a dit que nous aurions peut-être besoin d'un ministre de la prévention criminelle au niveau fédéral. Je crois savoir que vous voulez plus de coordination et d'organisation. Sur le plan politique, proposer la nomination d'un nouveau ministre n'est jamais très populaire, sauf parmi nous, politiciens fédéraux, qui aspirons à de l'avancement, mais avez-vous songé à la création d'un ministère de coordination qui serait responsable de la prévention criminelle et trouverait réponse à tous les problèmes de compétence qui dériveraient de la création d'un programme fédéral?

**Mme Delisle:** Oui.

**M. Sonnichsen:** Absolument. Par exemple, le rapport de la ville d'Edmonton contient 150 recommandations. L'une des recommandations clés portait sur la coordination, et l'on sait que les programmes les plus mal coordonnés sont ceux du gouvernement.

Au niveau local, au niveau provincial et au niveau fédéral, il y a un manque évident de coordination. Par exemple, le financement du programme de la FCM provient de six ministères fédéraux. Il a fallu une année et demie pour négocier ce financement parce que bon nombre des ministères fédéraux ne croient pas avoir la moindre responsabilité en matière de prévention.